

Les États américains nuisent-ils à la relance?

L'économie américaine se relève, et une des causes de l'amélioration de la conjoncture est sans doute l'effort de relance mis en place par le gouvernement fédéral. Toutefois, il semble que cet effort soit moins important qu'anticipé, car il est en partie contrebalancé par les mesures restrictives que doivent prendre les États afin d'équilibrer leur budget. Alors que l'effet du stimulus fédéral doit atteindre son paroxysme en 2010, l'ensemble des dépenses publiques augmentera de façon plutôt modeste.

Il est de plus en plus clair que l'économie américaine se relève de la crise financière et économique. On peut même supposer, avant que l'annonce officielle ne soit faite, que cette « grande récession » a pris fin à l'été 2009 après un an et demi de contraction.

Les indices d'une amélioration de la conjoncture, sans être omniprésents, sont nombreux. Même le marché du travail se relève, avec une forte croissance nette de l'emploi privé au cours du mois de mars. Rappelons qu'un an auparavant, soit à la fin de l'hiver 2009, la situation était bien pire, alors que non seulement le marché boursier, mais aussi les indices de confiance atteignaient leur plancher.

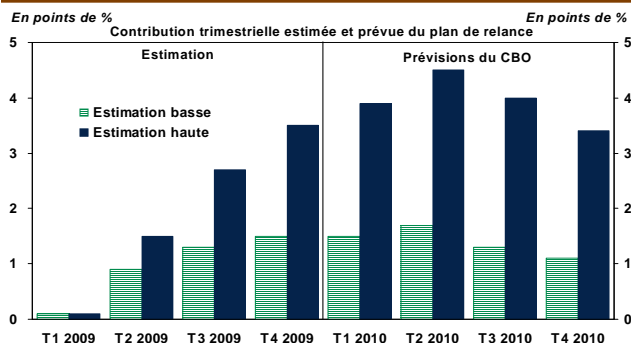
LES EFFORTS DU FÉDÉRAL

Un des éléments qui a su raviver un certain optimisme a été l'effort du gouvernement fédéral américain visant à ramener une croissance de l'économie. Les premières mesures du plan de stimulation de l'administration Obama ont été perceptibles dès le début du printemps 2009. De plus, les efforts mis en place afin de stabiliser les marchés financiers ont aussi commencé à porter leurs fruits à cette époque. On peut donc croire que la politique économique fédérale a servi de catalyseur à la reprise économique.

Selon le Congressional Budget Office (CBO), le plan de relance, dont le coût total s'élève à 787 G\$ US sur dix ans, a des effets directs et indirects (par le biais d'effets multiplicateurs) sur la croissance du PIB réel américain. Sur l'ensemble de 2009, ce plan a procuré, au minimum, une contribution d'un point

de pourcentage à la variation du PIB réel¹ (graphique 1). Ces calculs prennent en compte l'effet net du plan de relance de l'administration Obama. Donc, ils représentent la différence entre la situation actuelle et une situation hypothétique où aucun plan de relance n'aurait été adopté. Cette estimation nous permet d'évaluer le bien-fondé des choix politiques effectués à Washington.

Graphique 1 – Le plan de relance du gouvernement fédéral amène une contribution non négligeable à la croissance du PIB réel



Sources : Congressional Budget Office et Desjardins, Études économiques

¹ Cette contribution représente le minimum de l'effet net estimé par le CBO. Ce minimum est calculé à l'aide de multiplicateurs relativement modestes. En utilisant des multiplicateurs plus élevés, le CBO estime l'effet maximal à deux points de pourcentage. Par mesure de prudence, nous préférons nous concentrer sur les données moins ambitieuses.

François Dupuis
Vice-président et économiste en chef
François Généreux
Économiste principal

Yves St-Maurice
Directeur et économiste en chef adjoint

514-281-2336 ou 1 866 866-7000, poste 2336
Courriel : desjardins.economie@desjardins.com

Pourtant, lorsque l'on observe les comptes nationaux américains, on remarque que les dépenses gouvernementales ne connaissent pas une très forte croissance. Sur l'ensemble de l'année 2009, les dépenses publiques exprimées en termes réels n'ont augmenté que de 1,8 %. Ce résultat est loin d'un niveau reflétant une importante stimulation de l'économie par le gouvernement. Quelques facteurs expliquent cette situation :

- Premièrement, au sein des comptes nationaux et du calcul du PIB réel selon les dépenses (consommation et investissement des agents économiques), seules les dépenses directes des autorités publiques sont prises en compte. Les paiements de transferts sont donc mis de côté afin d'éviter les doubles comptages puisque ceux qui reçoivent ces transferts peuvent à leur tour dépenser les sommes reçues. Ainsi, une augmentation de l'assurance-chômage ne sera pas considérée comme une dépense publique, mais comme un revenu qui pourrait être dépensé par les ménages.
- Deuxièmement, et c'est le point qui nous intéresse le plus ici, le gouvernement fédéral ne constitue pas le seul gouvernement aux États-Unis. Il y a évidemment les 50 États et le district de Columbia (la ville de Washington). À cela s'ajoutent les territoires comme Porto Rico. Il faut également prendre en compte l'ensemble des municipalités et des *counties*. En tout, il y a près de 90 000 gouvernements aux États-Unis. Tous ces organismes constituent l'ensemble de l'administration publique américaine.

PAS DE DÉFICIT

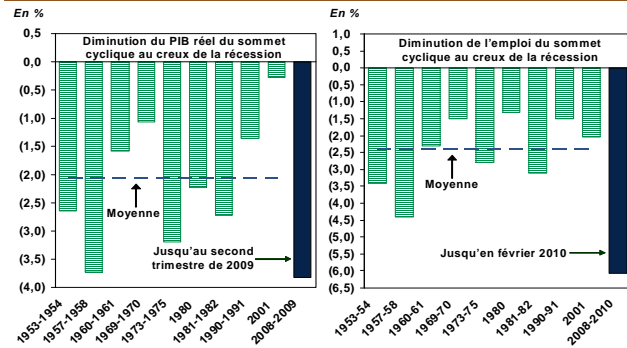
Alors que le gouvernement fédéral multiplie les efforts de relance tout en gonflant son endettement, la crise financière a obligé les États et les autorités locales à se serrer la ceinture.

Pourquoi les États et localités n'ont-ils pas cherché à adopter des mesures de relance économique alors que la récession a incité le gouvernement fédéral à augmenter ses dépenses et à réduire certains impôts? La réponse est simple : la très grande majorité ne peut pas faire de déficit.

En fait, seul le Vermont peut légalement faire des déficits. La loi ou la constitution des autres États les oblige à balancer leurs dépenses courantes et leurs revenus. Si les États peuvent emprunter, ce n'est que pour les projets d'immobilisation. Ils peuvent toutefois accumuler, par des surplus, des revenus lors des bonnes années afin de combler les déficits lors des années difficiles. Toutefois, la multiplication des années dures et l'étendue des dégâts subis durant la récession ont rapidement fait fondre ces fonds de stabilisation ou *rainy day funds*.

Cette obligation de budget équilibré peut sembler une bonne idée lorsque les années de croissance économique sont nombreuses et que les épisodes de récession sont éloignés et de faible intensité. Toutefois, la « grande récession » a été relativement longue et sévère. D'un point de vue national, cette récession a été la plus importante depuis les lendemains de la Deuxième Guerre mondiale, et ce, que l'on regarde la contraction du PIB réel ou les pertes d'emplois (graphique 2).

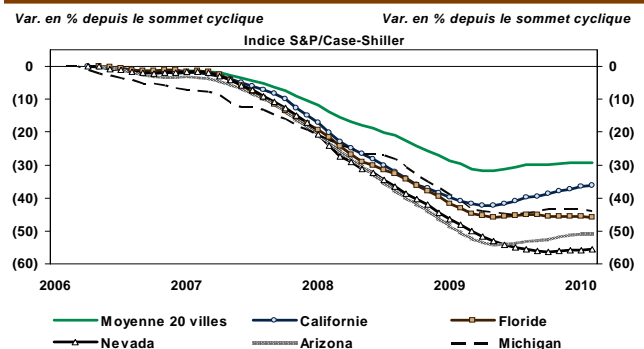
Graphique 2 – La récente récession a été particulièrement douloureuse, notamment du côté de l'emploi



Sources : Bureau of Economic Analysis, Bureau of Labor Statistics et Desjardins, Études économiques

Puisque la principale source de la récession a été l'éclatement de la bulle immobilière, la crise économique a eu des incidences locales très importantes. Les revenus des États et aussi des localités proviennent de façon importante de la valeur des propriétés par le biais des taxes mais aussi des gains de capitaux. Si la valeur des maisons existantes a chuté de 33 % selon l'indice S&P/Case-Shiller entre 2006 et 2009, la baisse a été bien plus sévère dans quelques régions. Ainsi, les prix des maisons ont reculé de près de 50 % en Californie, au Nevada, en Floride et au Michigan (graphique 3). Sans surprise, ce sont aussi les États qui connaissent le plus de difficultés budgétaires.

Graphique 3 – Les prix des maisons demeurent très faibles, particulièrement dans certaines régions



Sources : Standard & Poor's et Desjardins, Études économiques

Ainsi, les États ont dû faire face à une diminution marquée de leurs revenus. À cette situation déjà difficile, il faut ajouter certaines dépenses qui ont été gonflées par la récession. Par exemple, les États sont les premiers mandataires du programme d'assurance-chômage, et l'augmentation du nombre de sans-emploi a provoqué une hausse considérable des coûts de ce programme.

Une poussée des dépenses et une chute des revenus : voilà la recette parfaite pour l'apparition de déficits importants. Comme ils ne peuvent faire aucun déficit, les États doivent donc combler, avant la fin de l'exercice budgétaire, ces « manques à gagner », c'est-à-dire les trous budgétaires estimés pendant l'année. Il n'y a pas beaucoup de façons de combler ces déficits prévus : il faut augmenter les revenus ou réduire les dépenses. Pourtant, ces solutions, même nécessaires, ne sont pas vraiment adéquates en temps de récession.

DES MANQUES À GAGNER IMPOSANTS

Selon le Center on Budget and Policy Priorities² (CBPP), les revenus des États provenant de la taxation ont été amputés de 87 G\$ US entre octobre 2008 et septembre 2009. Cette baisse des entrées fiscales serait la plus sévère enregistrée, dépassant la situation problématique qui s'était manifestée lors de la récession du début des années 2000.

Durant l'année financière 2008, les revenus se sont situés sous les prévisions dans 20 États. La source de cette faiblesse provient évidemment de l'ampleur de la récession qui s'installait peu à peu sur les États-Unis au début de 2008. Les taxes sur les revenus des entreprises ont été les premières touchées. D'autre part, la croissance des revenus tirés des impôts aux particuliers ou des taxes de vente était en ralentissement.

La situation s'est nettement détériorée en 2009, et 41 États ont dû affronter des rentrées fiscales plus faibles que prévu. En fait, les trois premiers trimestres de 2009 peuvent être considérés comme les pires en 50 ans. Cette fois, pratiquement toutes les sources autonomes de revenus se sont effondrées. Ainsi, comparativement à 2008, les taxes de vente ont diminué de 4,7 % ; l'impôt sur le revenu a chuté de 8,2 % et les revenus provenant des entreprises, de 16,1 %.

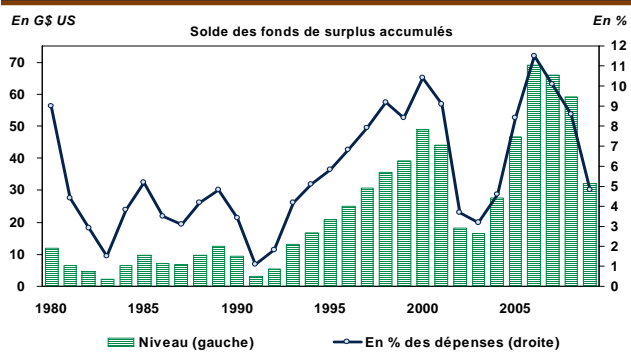
Pour 2010, la situation reste très difficile bien qu'une certaine stabilisation commence à poindre. La hausse des ventes au

détail et le début d'une relance de l'emploi contribuent à cette lueur d'espoir. Toutefois, la reprise demeure bien inégale pour les États, et environ 31 d'entre eux estiment que les recettes se situeront encore sous les anticipations budgétaires.

Du côté des dépenses, ce sont les dépenses sociales obligatoires qui ont amené une pression à la hausse. Ces programmes sont souvent financés à la fois par le gouvernement fédéral et par les États. La hausse du chômage et la détérioration marquée de la situation financière des ménages ont donc provoqué une augmentation de certains coûts. Par exemple, le programme Medicaid qui fournit un financement des soins médicaux aux individus à très faible revenu représente environ 20 % des dépenses totales des États. La demande accrue a fait augmenter de 7,8 % les dépenses allouées à ce programme. En général, les dépenses des États en transferts sociaux ont augmenté d'environ 20 G\$ US entre 2008 et 2009.

La hausse non prévue des dépenses, jumelée à la baisse draconienne des revenus, a creusé un trou considérable au sein des budgets de la plupart des États. Certains États ont pu profiter des surplus accumulés au cours des années précédentes. Le total de ces fonds disponibles a atteint un sommet de 69 G\$ US en 2006, soit une proportion de 11,5 % des dépenses générales annuelles. Ce coussin a rapidement perdu des plumes par la suite pour atteindre 59,1 G\$ US en 2008 et 32,0 G\$ US en 2009 (graphique 4). Alors que seulement 14 États détenaient en 2008 une proportion de moins de 5 % de leurs dépenses générales en réserve, c'est 33 États qui font face à cette situation en 2010 (dont 11 États avec moins de 1,0 %).

Graphique 4 – La récession a fait fondre les surplus accumulés



Sources : National Association of State Budget Officers et Desjardins, Études économiques

² Plusieurs des statistiques utilisées sur la situation budgétaire des États proviennent du Center on Budget and Policy Priorities (www.cbpp.org). Cet organisme est un *think tank* situé à Washington, qui analyse les politiques économiques et fiscales américaines. Il est quelquefois perçu comme d'allégeance plus démocrate que républicaine. D'autres statistiques proviennent de la National Association of State Budget Officers (NASBO) (www.nasbo.org), du U.S. Census Bureau et du Bureau of Economic Analysis.

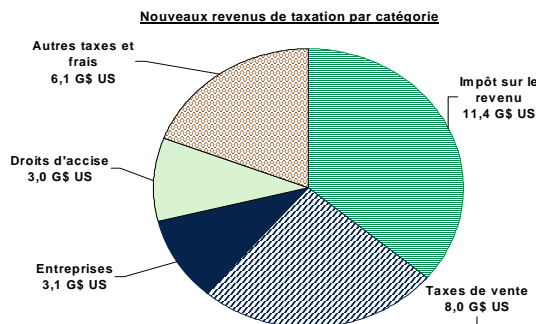
DES MESURES BUDGÉTAIRES RESTRICTIVES

Augmentation de la taxation

Aux prises avec une situation financière difficile, les États ont cherché à compenser la sévère baisse cyclique des revenus par une augmentation de certains impôts ou de certains frais d'utilisation de services. Ainsi, 33 États auraient établi des mesures spécifiques visant à augmenter leurs revenus en 2008 et en 2009. L'ensemble des fonds ainsi amassés s'accumule à 31,7 G\$ US par année selon le CBPP. Quelques États ont toutefois diminué leurs charges fiscales durant cette période pour un modeste total de 2,1 G\$ US. L'effet net de ces changements de politiques fiscales est donc de 29,7 G\$ US.

Quelles mesures ont été prises? Presque toutes les avenues ont été exploitées. Plusieurs États ont légiféré afin d'augmenter les impôts sur le revenu, soit en augmentant les taux d'imposition pour un ou plusieurs niveaux de revenus. D'autres (ou les mêmes) ont élargi la base fiscale en éliminant certaines déductions ou certains crédits autrefois admissibles. Les taxes de vente n'ont pas été épargnées : un grand nombre d'États ont augmenté les taux de la taxe de vente, soit sur l'ensemble des biens et services ou sur certains items particuliers. Les taxes de vente ou les droits d'accise sur le tabac et l'alcool ont aussi été une cible de choix afin de générer des revenus supplémentaires³. Les entreprises sont également touchées avec des hausses de l'imposition sur leurs revenus. Cependant, plusieurs États ont plutôt opté pour des baisses de cette taxation afin d'appuyer les entreprises durant la récession, l'effet net est donc plus mitigé. Finalement, l'imposition de frais supplémentaires sur certains services, notamment sur l'immatriculation de véhicules, a aussi fait partie de l'arsenal des États. Le graphique 5 affiche la proportion de revenus supplémentaires provenant de chaque type de mesure pour l'ensemble des États américains.

Graphique 5 – Les États ont augmenté la taxation



Sources : Center on Budget and Policy Priorities et Desjardins, Études économiques

³ L'augmentation des taxes sur le tabac par les États, jumelée à la hausse des droits d'accise fédéraux sur ce produit, a d'ailleurs contribué à une hausse non négligeable de l'inflation de base (excluant l'énergie et les aliments) au printemps de 2009.

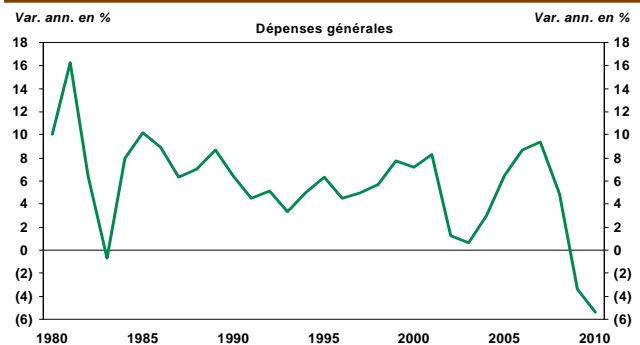
Il faut toutefois noter que certaines de ces mesures sont temporaires. Par exemple, sans changement législatif d'ici là, la hausse de l'impôt sur le revenu en Californie doit prendre fin lorsque l'année 2010 se terminera alors que l'augmentation de 1 % de la taxe de vente est en place jusqu'au 30 juin 2011.

Baisse des dépenses

Bien que ces hausses de taxes et d'impôts grugent une partie des revenus des ménages et des entreprises, elles ne parviennent pas, à elles seules, à compenser la baisse des revenus généraux provoquée par la récession. En fait, elles ne contrebalançant qu'environ 36 % de la chute estimée des entrées fiscales. D'autres mesures sont donc nécessaires afin de combler les trous budgétaires. Les gouvernements des États sont alors contraints de réduire leurs dépenses.

La diminution des dépenses des États est sans doute la partie la plus visible de l'austérité en cours dans les 50 capitales américaines. Alors que seulement 3 États ont procédé à des baisses de leurs dépenses budgétaires en 2007 et que 13 l'ont fait en 2008, cette proportion s'est élevée à 43 sur 50 durant l'exercice 2009. Selon la National Association of State Budget Officers (NASBO), les dépenses totales ont alors été réduites de 31,3 G\$ US (graphique 6). Les coupes prévues pour l'exercice 2010 sont de 55,7 G\$ US.

Graphique 6 – Baisse marquée des dépenses des États



Sources : National Association of State Budget Officers et Desjardins, Études économiques

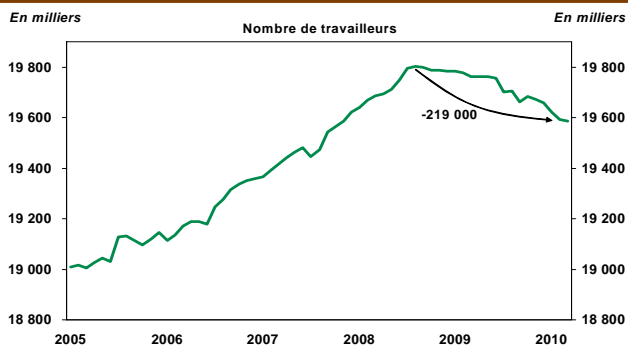
Il faut comprendre que plusieurs catégories de dépenses des États sont difficiles à diminuer. Pensons à certaines dépenses obligatoires comme le Medicaid, l'assistance sociale et l'éducation qui, bien qu'elles soient en partie financées par les États (souvent de sources de revenus destinées à des programmes spécifiques), le sont aussi par le gouvernement fédéral qui émet des conditions nécessaires à l'octroi du financement. Les programmes à être comprimés font donc le plus souvent partie de la catégorie dite des « dépenses générales » qui représentaient en 2008 environ 46 % des dépenses totales des États. En 2009, cette proportion atteignait 41,7 % et elle diminue sûrement encore en 2010. Les possibi-

lités de compressions supplémentaires au sein des programmes discrétionnaires s'épuisent donc assez rapidement. Mais comme certains programmes sociaux sont également financés par les revenus généraux des États, ils ne sont pas complètement exclus des mesures d'austérité mises en place.

Plusieurs services des États ont été réduits ou, moins souvent, complètement éliminés. Vingt-neuf États ont réduit les dépenses en santé publique; le même nombre (mais pas nécessairement les mêmes juridictions) a diminué les dépenses en éducation primaire et secondaire. Trente-neuf États ont procédé à des compressions en éducation postsecondaire (la Californie a notamment augmenté de 32 % les frais universitaires tout en réduisant le nombre d'admissions). Vingt-quatre États ont réduit leurs dépenses liées à l'aide aux personnes âgées ou handicapées.

La fonction publique est également touchée : 42 États ont éliminé des postes au sein de l'appareil étatique. Une des mesures les plus populaires (notamment en Californie) a été d'imposer des congés non payés (*furloughs*). Le graphique 7 montre la diminution du nombre d'employés au sein de la fonction publique des États et localités.

Graphique 7 – L'emploi dans la fonction publique des États et localités est en baisse



Sources : Bureau of Labor Statistics et Desjardins, Études économiques

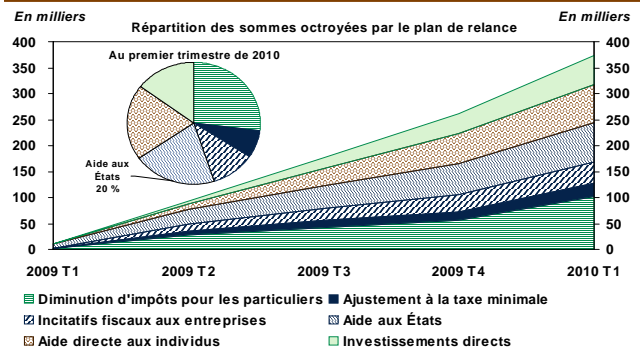
Mentionnons que, grâce à la faiblesse des taux d'intérêt et à un niveau de dette relativement raisonnable (voir encadré à la page 6), les dépenses liées au service de la dette sont demeurées assez stables.

LE FÉDÉRAL À LA RESCOUSSE

Les mesures restrictives auraient été encore plus sévères si le gouvernement fédéral n'était pas venu en aide aux États et localités. En fait, plusieurs mesures du plan de relance adopté à l'hiver 2009 par l'administration Obama s'adressaient aux États. Depuis la mise en place du plan jusqu'à la fin du premier trimestre de 2010, le gouvernement fédéral a dépensé un total de 373,4 G\$ US (le coût total du plan de relance devrait être de 787 G\$ US sur dix ans). De ce montant, 75,5 G\$ US, soit

20 %, ont déjà été transférés aux États (graphique 8). D'autres mesures visant les particuliers ont aussi allégé le fardeau des États, comme la bonification de l'assurance-chômage, l'aide à l'achat d'assurance-maladie pour les travailleurs ayant perdu leur emploi, le financement supplémentaire de l'aide alimentaire et l'assistance temporaire pour les familles dans le besoin. La NASBO estime que, jusqu'à la fin de l'exercice budgétaire 2010, 150 G\$ US auront été transférés aux États par le gouvernement fédéral.

Graphique 8 – L'aide aux États représente le cinquième du plan de relance fédéral



Sources : Council of Economic Advisers et Desjardins, Études économiques

Sans cet appui, les gouvernements des États auraient dû procéder à des coupes de programmes plus sévères ou à des hausses plus importantes de la taxation. Ainsi, du manque à gagner de 110 G\$ US estimé pour 2009 pour l'ensemble des États, 39 G\$ US ont été renfloués par l'aide du gouvernement fédéral. Sur le trou de 196 G\$ US estimé pour 2010, l'apport de Washington devrait être de 133 G\$ US. Il est toutefois prévu que cet appui sera moins important en 2011 et en 2012 alors que les manques à gagner seront encore imposants selon le CBPP, soit 180 G\$ US (moins une aide de 36 G\$ US du fédéral) et 119 G\$ US (avec un appui quasi inexistant de Washington, soit 1 G\$ US) (graphique 9).

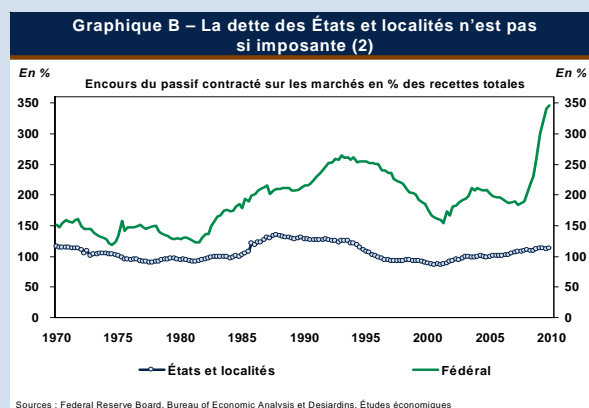
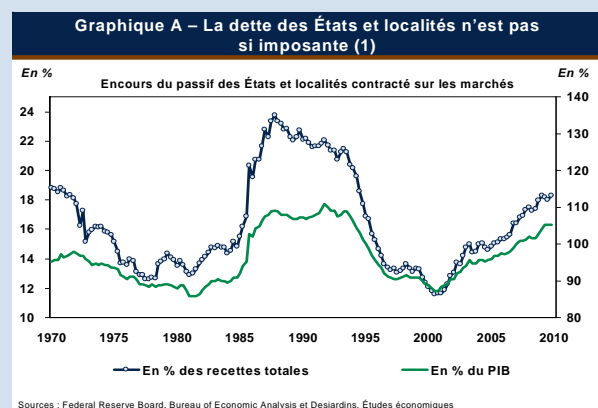
Graphique 9 – Des manques à gagner imposants



Sources : Center on Budget and Policy Priorities et Desjardins, Études économiques

Pas un problème d'endettement

Les problèmes budgétaires des gouvernements des États ne proviennent pas directement d'un problème d'endettement ou d'un service de la dette trop coûteux. En fait, la dette des États et localités est plutôt modeste avec un encours sur les marchés de 2 362,4 G\$ US en 2009, soit un peu plus de 16 % du PIB ou 1,2 fois le revenu total annuel des États et localités (graphiques 5 et 6). En comparaison, la dette du gouvernement fédéral américain représente 4,2 fois ses revenus annuels. Ces ratios sont également moins élevés que ce que l'on peut observer au Canada. Rappelons que pour la grande majorité des États et localités américains, les seules nouvelles dettes pouvant être contractées sont celles liées à des investissements en infrastructures.



Ces niveaux ne mettent toutefois pas les investisseurs complètement à l'abri relativement au problème budgétaire des États. La crise fait qu'un État peut facilement se trouver en manque de liquidités et ainsi éprouver des problèmes à respecter ses engagements envers les fournisseurs, les employés et les crédettes. Cela a été le cas à l'été 2009 alors que la Californie a dû mettre en place des mesures urgentes, y compris l'émission de bons de paiement (*vouchers*) à certains fournisseurs. Par ailleurs, le *State Comptroller* de l'État de New York a récemment affirmé que l'État pourrait bientôt avoir un problème de liquidités. Dans ces cas, il est paradoxal que ce soit l'impossibilité de faire des déficits courants qui pose un risque sur la valeur des titres de dette.

Un autre problème se pose avec le sous-financement de certains régimes de retraite des employés des États et des municipalités. La crise financière a grugé de façon importante le capital de ces fonds, et les gouvernements doivent, à long terme, contrebalancer ces pertes. Certaines estimations tablent sur un trou de 2 000 à 3 000 G\$ US. Comblant un tel manque à gagner constitue évidemment un défi de taille qui s'ajoute au problème budgétaire courant.

Plusieurs États ont dû faire face à une détérioration de leur cote de crédit. Rappelons qu'aucun État n'a fait défaut sur sa dette depuis la dépression des années 1930. Toutefois, à plusieurs occasions, et encore récemment, des municipalités ont dû déclarer faillite.

Le gouvernement fédéral aide également les États à se financer plus facilement. Hésitant à augmenter le service de la dette, les États ont diminué leurs investissements pourtant non sujets aux règles d'équilibre budgétaire. Le gouvernement fédéral a mis en place le programme *Build America Bonds* qui offre un financement moins onéreux sur le marché obligataire. Par ce programme, le fédéral offre une subvention directe aux États équivalant à 35 % du coût d'intérêt de l'emprunt. Jusqu'en mars 2010, il s'est émis pour 150 G\$ US de *Build*

America Bonds, soit environ 20 % des émissions totales des États et localités.

UN IMPACT NÉGATIF SUR LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

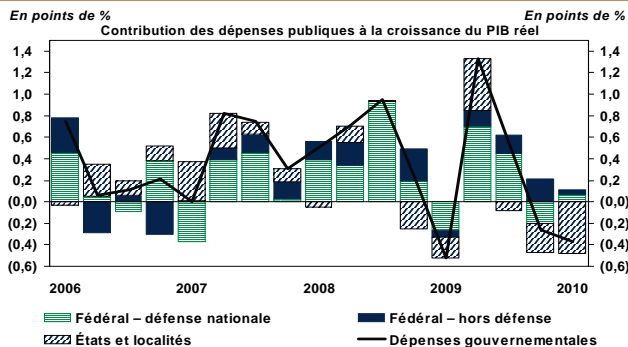
Ainsi, alors que le gouvernement fédéral cherche à relancer l'économie américaine avec son plan de relance, les États accaparent une bonne partie de cet effort. Au mieux, en limitant les pressions exercées sur les budgets des États, ces transferts permettent de ne pas détériorer la situation économique.

Toutefois, la baisse des dépenses et la hausse de la taxation effectuées par la grande majorité des États produisent sur l'économie un effet contraire à ce que tente de faire le gouvernement fédéral. Jusqu'à maintenant, le plan de relance a soulagé de 141,6 G\$ US le fardeau fiscal des entreprises et des particuliers. On a vu que les États ont augmenté les charges et les frais jusqu'à une hauteur de près de 32 G\$ US en 2008 et en 2009. Il faut ajouter les augmentations de la taxation prévues pour 2010 qui s'élèvent à 23,9 G\$ US selon la NASBO. Sans l'annuler complètement, ces mesures restrictives contrebalancent tout de même une partie non négligeable de l'allègement fiscal mis en place à Washington.

Outre les baisses d'impôts et l'aide aux États, le fédéral a prévu dans son plan de relance une augmentation des dépenses, soit sous forme de transferts aux particuliers, soit sous forme de dépenses directes, notamment en infrastructures. Là aussi, l'austérité des États entre en conflit avec les efforts fédéraux.

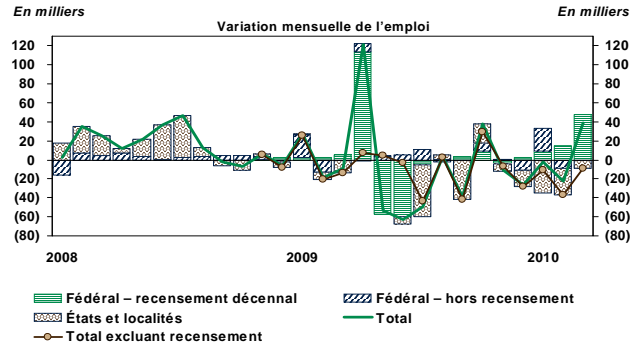
Selon les comptes nationaux (qui ne tiennent pas compte des paiements de transferts), les dépenses réelles du gouvernement fédéral, incluant les investissements, ont augmenté de 8,9 % entre la mi-2008 et l'hiver 2010. Celles des États et localités ont reculé de 1,6 %. Le problème, c'est que les dépenses réelles des États et localités ont un poids une fois et demi plus élevé que les dépenses fédérales. En fait, si l'on exclut la défense qui est la principale source de sortie de fonds du fédéral, les dépenses des États et localités sont deux fois plus grandes que celles de Washington. En tenant compte de ce poids, on remarque que la baisse des dépenses des États et localités minimise grandement la contribution nette des dépenses gouvernementales à la croissance du PIB réel (graphique 10). Cela se remarque également du côté de l'emploi. Outre les effets temporaires liés à la tenue prochaine du recensement décennal, les emplois au sein de la fonction publique sont généralement en baisse depuis la mi-2008 (graphique 11).

Graphique 10 – Les États et localités amènent une contribution négative à la croissance du PIB réel



Sources : Bureau of Economic Analysis et Desjardins, Études économiques

Graphique 11 – Même incluant le fédéral, la fonction publique enregistre des pertes d'emplois nettes

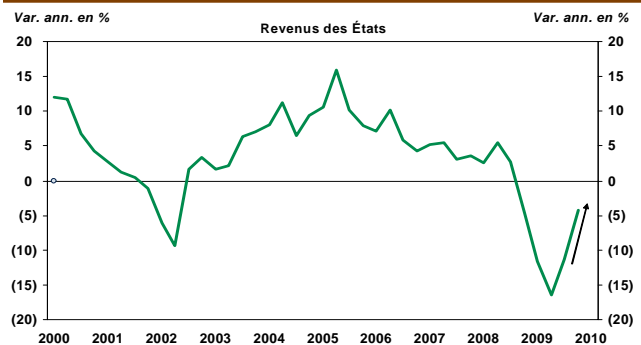


Sources : Bureau of Labor Statistics et Desjardins, Études économiques

UN FACTEUR D'INCERTITUDE DANS LES SCÉNARIOS

La contribution négative qu'amènent les actions des États et localités à la croissance de l'économie absorbe et contrebalance une partie des efforts du gouvernement fédéral. Cependant, à l'image des années qui ont suivi la récession de 2001, les manques à gagner prévus pour la situation budgétaire des États se poursuivront au-delà de l'année en cours, et ce, même si la récession s'est sans doute achevée à la mi-2009. Si les rentrées fiscales commencent à montrer certains signes d'amélioration au cours des derniers mois (graphique 12), la pente sera tout de même longue à remonter. De plus, certaines des mesures d'austérité avaient un caractère temporaire et d'autres actions pourraient être nécessaires. Le sous-financement des régimes de pension des employés des États et localités risque également d'avoir à être comblé au cours des prochaines années. Le ménage sera donc long à faire...

Graphique 12 – La chute des rentrées fiscales est maintenant moins sévère



Sources : Rockefeller Institute of Government et Desjardins, Études économiques

Au même moment, le gouvernement fédéral doit se mesurer à un endettement très élevé qui risque de commencer à inquiéter les investisseurs locaux et étrangers. Déjà, les mesures du plan de relance devraient se faire bien moins présentes, no-

tamment à partir de 2011. À moins de changements législatifs, l'aide actuelle offerte aux États est appelée à se tarir.

Ces facteurs et la réaction des agents économiques au retrait du stimulus fédéral et à la persistance de l'austérité des États auront des conséquences vitales pour l'évolution prochaine de l'économie américaine. Le secteur privé devra accélérer davantage sa demande si l'on veut éviter un ressac de la croissance de la production de biens et services.

Francis Généreux
Économiste principal

BIBLIOGRAPHIE

AIZENMAN, Joshua, et Gurnain Kaur PASRICHA. *On the ease of overstating the fiscal stimulus in the US, 2008-9*, National Bureau of Economic Research, Working Paper No. 15784, février 2010.

BOYD, Donald J., et Lucy DADAYAN. « Revenue Declines Less Severe, But States' Fiscal Crisis Is Far From Over », *State Revenue Report*, n° 79, The Nelson A. Rockefeller Institute of Government, avril 2010.

CONGRESSIONAL BUDGET OFFICE. *Estimated Impact of the American Recovery and Reinvestment Act on Employment and Economic Output from October 2009 through December 2009*, février 2010.

COUNCIL OF ECONOMIC ADVISERS. *The Economic Impact of the American Recovery and Reinvestment Act of 2009*, Third Quaterly Report, 14 avril 2010.

JOHNSON, Nicholas, Catherine COLLINS et Ashali SINGHAM. *State Tax Changes in Response to the Recession*, Center on Budget and Policy Priorities, 8 mars 2010.

JOHNSON, Nicholas, Phil OLIFF et Erica WILLIAMS. *An Update on State Budget Cuts*, Center on Budget and Policy Priorities, 8 mars 2010.

LAING, Jonathan R. « The \$2 Trillion Hole », *Barron's*, 15 mars 2010.

MCNICHOL, Elizabeth, et Nicholas JOHNSON. *Recession Continues to Batter State Budgets; State Responses Could Slow Recovery*, Center on Budget and Policy Priorities, 25 février 2010.

NATIONAL ASSOCIATION OF STATE BUDGET OFFICERS. *The Fiscal Survey of States*, décembre 2009.

NATIONAL ASSOCIATION OF STATE BUDGET OFFICERS. *2008 State Expenditure Report*, automne 2009.

OLIFF, Phil, et Nicholas JOHNSON. *Premature End of Federal Assistance to States Threatens Education Reforms and Jobs*, Center on Budget and Policy Priorities, 19 avril 2010.